Bulletin n°2 du mois de juin 2017 - Sommaire

Page

Editorial

— •···• • · · • · ·	
Equateur :1 - fin de cycle: 0. A.S. Mancilla	2
Guatémala, 20 ans après. Entretien avec Mgr Álvaro Ramazzini, S. Ferrari	3
Nicaragua: Transition énergétique et électrification nationale. J-C Berent	6
El Salvador: la lucha es dura. D. Drüssel	9

Editorial

El Salvador, Guatemala, Ecuador ...

Si notre premier bulletin d'octobre 2016 était centré sur le Nicaragua et la brigade internationaliste Julio 2016 en hommage aux internationalistes et « compas nicas » « caidos » en 1986, nous proposons dans ce deuxième bulletin surtout des nouvelles et des analyses sur d'autres peuples en lutte de la région centreaméricaine et d'Amérique latine.

A l'exception d'un article de fonds sur la transition énergétique au Nicaragua, ces défis et ces réussites reconnues, nous avons choisi de présenter la situation au Guatemala et surtout au Salvador.

L'évêque d'Huehuetenango parle du panorama difficile au Guatemala aggravé par les restrictions migratoires aux USA et l'arrivée de Trump. Notre camarade Dieter Drüssel rend compte finement de la dureté de la lutte au Salvador pour un gouvernement du FMLN aux prises avec le blocage des finances par la droite majoritaire au parlement et par une cour « constitutionnelle » aux ordres de l'ambassade US. Le FMLN au Salvador montre l'exemple : il lutte pour la dépénalisation de l'avortement, contre les semences transgéniques de Monsanto il favorise la production de semences locales et donne la priorité à la production paysanne et fin mars 2017 il interdit toute extraction minière sur son territoire exigu, déjà assez contaminé, pour sauver l'eau potable pour la population.

Nous commençons ce deuxième bulletin par

un article à contrecourant, qui donne espoir après la victoire du projet progressiste de la Révolution citoyenne en Equateur et en analysant les résultats électoraux des dernières années en Amérique latine et centrale.

Le comité ANS

Historique

L'ANS est fondée en 1978 par des militant-e-s suisses et latino-américains quelques mois avant le triomphe de la Révolution Populaire Sandiniste au Nicaragua, le 19 juillet 1979, pour dénoncer la répression de la dictature de Somoza contre le peuple en lutte.

Valeurs

Née de la solidarité envers le peuple nicaraguayen et les luttes de libérations au Salvador dans les années 70-80, l'action de l'ANS s'inscrit plus largement dans le mouvement de solidarité avec les peuples en lutte pour leur dignité et leur autodétermination en Amérique latine.

Comité - Equipe de rédaction

Philippe Sauvin Nicolas Vernier Gérald Fioretta Jean-Christophe Berent

Association de Solidarité avec le Nicaragua et El Salvador ANS de Genève cp 1135, 1211 Genève 1 / ccp 12-15578-6

Amérique latine :

Equateur: 1 - fin de cycle: 0

« Dédié à mes chers amants de l'Apocalypse »

Excusez le bal des numéros. Durant ces 15 dernières années, 25 élections présidentielles ont eu lieu dans 7 pays (Venezuela, Bolivie, Uruguay, Nicaragua, Argentine, Brésil et Equateur). Une seule fois, une fois unique, l'opposition néolibérale a remporté le scrutin. Le pourcentage atteint par la restauration conservatrice, lorsqu'il s'agit de choisir dans les urnes le nouveau président dans un pays gouverné par un projet progressiste, s'élève à 4 %. En 2015, Macri l'a réussi en Argentine. Seule exception qui confirme la règle. Le cas du Brésil ne compte pas, parce que ce fut le résultat d'un coup d'Etat parlementaire. Dans les autres cas, Henrique Capriles Radonski, Doria Medina, Aécio Neves, Lacalle Pou - et une liste interminable de noms - n'ont pas réuni suffisamment de votes pour être élus président. Le dernier de cette série, un nouveau chapitre dans cette longue liste de candidats battus, s'appelle Guillermo Lasso en Equateur. De fait, ce banquier savait déjà ce que c'est de perdre contre la Révolution citoyenne (en 2013).

L'Equateur s'est à nouveau prononcé pour une option non-néolibérale. Lenín Moreno, candidat de Alianza Pais, a remporté ce second tour avec 51,04 % des votes validés. Cette fois-ci, il a devancé de 2 points son adversaire (de 11 points au premier tour). Une fois de plus, les adeptes de la Restauration conservatrice ont à nouveau perdu dans les urnes face à une proposition progressiste.

La fin de cycle est mort en Amérique latine. Tout comme l'ont fait les porte-parole de la droite, et tant d'autres qui tirent la chasse à la plus petite difficulté, on devrait affirmer maintenant, avec le résultat en main, qu'il n'y eut jamais une fin de cycle. L'Equateur a fait taire tous ceux qui croient que l'usure, les erreurs et les contradictions au sein des processus de changement se traduiraient immédiatement à cette occasion. Non, Il

n'existe d'aucune manière des vases communicants entre l'un et l'autre. Nul ne peut douter que nous nous trouvons dans une nouvelle étape où les gouvernements progressistes doivent reconduire les projets, surmontant de nouveaux obstacles découlant d'une très sévère récession économique mondiale. Ce n'est pas le moment de renvoyer la nécessité d'identifier quelles sont les nouvelles demandes des majorités populaires pour se relier à elles, en regardant vers le futur au lieu de continuer à rappeler de manière excessive tous les gains du passé. Ceux-ci et tant d'autres dilemmes de ces époques sont le fruit des transformations politiques, économiques, culturelles et sociales qui se sont produites dans un temps politique très réduit. Néanmoins, cela ne signifie pas que le cycle progressiste en Amérique latine soit mort.

La victoire de Macri en Argentine, la défaite des élections législatives au Venezuela et le non au référendum en Bolivie ont provoqué une avalanche de sentences hâtives sur cette fin de cycle. Ce qui aurait dû être interprété comme un effondrement, avec un haut degré d'incertitude envers ce qui pourrait se produire à l'avenir, fut rapidement considéré comme un point final concluant. Ces faux-pas conjoncturels furent conçus comme le crépuscule d'une époque sans autre critère que le désir que s'accomplisse une prophétie auto-accomplie. Car l'Equateur a démontré le contraire.

Avec un contexte économique hostile, avec un candidat auquel il incombait de succéder à un dirigeant historique comme Rafael Correa, avec tous les experts en campagnes sales débarqués dans ce pays, avec 10 ans écoulés qui empêchent de se présenter électoralement comme la nouveauté, avec tout cela contre lui, l'Equateur a dit non à la fin de cycle. Il a opté pour la continuité de la Révolution citoyenne comme projet politique pour changer le pays en faveur de sa population. Ainsi, Lenín est président et l'histoire toujours aussi capricieuse.

Alfredo Serrano Mancilla, directeur de CELAG Traduction de l'espagnol : Hans-Peter Renk

2

Guatemala, 20 ans après

« Les restrictions migratoires des USA augmentent notre situation de conflit social »

Des accords de paix à un Etat en crise

Entretien avec Mgr Álvaro Ramazzini, évêque de Huehuetenango

La nouvelle recomposition géopolitique internationale, depuis l'arrivée du président Donald Trump à la Maison Blanche, ne laisse personne indifférent. Surtout en Amérique centrale, région vivant une étroite interdépendance migratoire et financière avec les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. « Si les frontières continuent à se fermer, la situation de conflit social dans toute notre zone augmentera », souligne Mgr Álvaro Ramazzini, évêque catholique romain du diocèse de Huehuetenango (Ouest du Guatemala), région frontalière avec le Mexique et habitat de plusieurs idiomes indigènes.

20 ans après la signature des accords de paix du 29 décembre 1996 entre le gouvernement et la guérilla de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) – mettant fin à une guerre civile de 36 ans -, l'heure est opportune pour en faire le bilan. Bien que la frustration occupe une partie de la scène nationale, quelques signes d'espérance apparaissent dans une réalité très complexe pour une grande partie de la population, confrontée à la pauvreté et même à la faim, explique Mgr Ramazzini. Celui-ci a visité la Suisse, invité par l'Association GuatemalaNetz, l'Action de carême des catholiques suisses et Pain pour le prochain.

Q: Quelle est la réalité quotidienne de votre diocèse, dans un département comme celui de Huehuetenango, avec une importante population indigène et paysanne, et une forte exploitation minière ?

Álvaro Ramazzini (AR): Il y a beaucoup de pauvreté et une lutte quotidienne pour la survie. Si l'on se rappelle les rares pluies de l'année passée et la perte d'une partie des récoltes – particulièrement le maïs, produit essentielle de la nourriture quotidienne -, de nombreuses personnes connaissent la faim. D'où la motivation du rêve croissant d'émigrer vers le Nord comme échappatoire à la difficile réalité quotidienne.

Q: Le rêve de l'émigration, juste au moment où, plus particulièrement en raison des nouvelles mesures prises par le gouvernement de Donald Trump, des murs sont construits pour freiner l'émigration centroaméricaine et où les déportations s'intensifient même... R : Si M. Trump réalise ses prévisions sur le plan migratoire, cela peut être dramatique pour le Guatemala. Il faut savoir qu'en 2016 les contributions (« remesas ») envoyées à leurs familles par les émigrés guatémaltèques travaillant aux Etats-Unis se sont élevées à plus de 6.400 millions de dollars (ndr : 7.100 selon la Banque Centrale de Guatemala). Si le pays ne s'est pas effondré, c'est en grande partie grâce à ces transferts de fonds. Si ceux-ci se réduisent, sont coupés, ou qu'on leur applique les impôts actuellement discutés aux Etats-Unis, les conséquences en seraient néfastes. Notre situation sociale actuelle, si elle s'ajoute à celles de El Salvador, du Honduras et du Mexique, peut laisser entrevoir de nouveaux foyers de conflits civils. Peut-être mon regard est-il pessimiste, mais les signes actuels ne sont pas bons et la fermeture migratoire aura des conséquences imprévisibles.

Q : Une région inviable ?

E : L'Eglise catholique guatémaltèque, tout comme ses homologues sur le plan régional, averti du fait qu'il y a beaucoup de signes préoccupants. Mon pays exige des changements immédiats dans l'économie et le système judiciaire . Mais on ne voit pas le pouvoir exécutif, ni les parlementaires donner des réponses à de telles priorités et exigences.

Q: En décembre 2016, on a célébré les 20 ans de la signature des accords de paix, ayant mis fin à une guerre civile de 40 ans, laquelle a causé au moins 200.000 morts et un demi-million d'exilés. Quel est votre bilan par rapport à l'application de ces accords, si on analyse la conjoncture actuelle?

R : Nous vivons un moment très pénible et très triste. Y compris avec des signes quasiment pires que durant ce conflit : beaucoup de violence, un taux d'homicides très élevé, un pays qui subit la pression des *maras* (bandes de jeunes violents), tout comme à El Salvador et au Honduras. Je pense que l'on n'a même appliqué 25 % des clauses prévues dans ces accords de paix. De nombreux facteurs peuvent l'expliquer. L'un d'entre eux, c'est que le patronat n'a participé aux négociations que comme observateur. Et nous ne pouvons pas oublier que le pouvoir politique est dominé par le pouvoir économique.

Q: Revenons à la situation actuelle...

R : Nous constatons un présent assez complexe. Tout ce modèle de globalisation crée dans mon pays des niveaux croissants de chômage, sans opportunités réelles pour une grande partie de la jeunesse ; avec un accent mis totalement sur le modèle agroexportateur de certains produits, comme le sucre, les bananes, le café, etc. Avec une agriculture intensive qui ne résout pas le problème de la pauvreté. Ajoutons-y un Etat assez affaibli : la corruption croissante et l'augmentation du crime organisé lié à la drogue – y compris comme producteurs de pavot dans certaines régions comme San Marcos – déterminent un panorama difficile. Les accords tentaient partiellement de reformuler le modèle économique, qui n'a pourtant pas pu être réformé.

Sergio Ferrari

Traduction Hans-Peter Renk Collaboration de presse E-CHANGER



Monsanto et le maïs au Salvador

Longtemps dépendant des importations de produits alimentaires de base (riz, haricots et maïs), El Salvador a repris en main sa production. Pour les haricots (frijoles) le pays est devenu autosuffisant et la production de maïs couvre le 90% des besoins. Uniquement la production de riz est insuffisante, les terres adaptées manquent au Salvador.

Le gouvernement du Salvador a favorisé la petite paysannerie en réintroduisant la production de semences locales, mettant ainsi fin au monopole des grandes entreprises transnationales comme Monsanto. L'utilisation de maïs hybride qui ne permet pas d'être ressemé et que rendait les paysans dépendant de l'achat de semences, fait place à la production de maïs de souches locales. Le savoir-faire a dû être réappris car la dépendance avait été presque totale pendant les dernières décennies. Aujourd'hui, le gouverne-

ment s'est engagé de fournir aux petits producteurs des semences de maïs produit dans le pays.

Monsanto pour sa part a été considéré coupable sur quatre points pas le tribunal international informel en octobre dernier ; violation du droit à un environnement intacte, le droit à l'alimentation, le droit à la santé et la liberté de la recherche scientifique. Voir aussi : https://

<u>fr.monsantotribunal.org/Dernieres-nouvelles</u>

Libre interprétation d'un article de Toni Keppeler, paru dans la WoZ du 20 avril 2017.

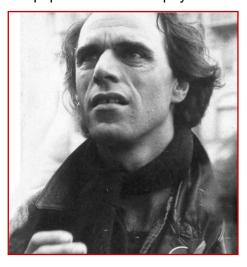
Un hommage à notre camarade Jürg Weiss*.

Le Président du Salvador, Salvador Sánchez Cerén, a inauguré 15 mai 2017 une unité de soins intensifs néonatals à l'hôpital San Juan de Dios de Santa Ana.

L'ouvrage qui a couté plus d'un million de dollars a pu compter sur un financement très important de la part d'AMCA (Ayuda Médica para Centroamerica) du Tessin.

« L'unité porte le nom Jürg Weiss, en hommage et reconnaissance au citoyen suisse tombé le 22 août 1988 qui a montré sa solidarité avec le peuple salvadorien, a précisé le Président de la République du Salvador. Les bénéfices pour la population néonatale ne se terminent pas avec cette inauguration car nous prévoyons de débuter avec un projet de transport inter-hospitalier à la fin de cette année, ceci avec des fonds de la coopération suisse.

Depuis 2009 et la réforme du système de santé, nous avons fait en grand pas en avant qui bénéficie à la population de notre pays. »



*Jürg Weiss était le responsable du ZAS (Secrétariat Amérique-Centrale) à Zurich.

5

Transition énergétique et électrification nationale : des défis actuels au Nicaragua

A l'heure où la question de la transition énergétique est au cœur des politiques publiques des pays occidentaux, certains pays du Sud ont aussi relevé ce défi du XXIe siècle. Le Nicaragua en fait partie. Pour les pays du Sud, la réflexion sur les moyens de se défaire de l'exploitation des sources d'énergie fossile et sur la production d'énergie renouvelable (ER) vient s'ajouter à la préoccupation de donner un accès universel à l'électricité, ce qui n'est pas encore une réalité pour tous. Il faut replacer ces grandes questions dans le monde de plus en plus connecté d'aujourd'hui, où l'énergie électrique devient plus que jamais une ressource indispensable.

Comment le Nicaragua fait-il face à cette double injonction : comment développer le réseau électrique tout en adoptant un mode de production renouvelable? Cet article propose un état des lieux concernant ces défis au Nicaragua, dans une perspective comparative avec certains pays voisins et en analysant l'évolution temporelle de celle-ci.

Développer la production électrique

Alors que les coupures d'électricité faisaient partie du quotidien de la vie des Nicaraguayens il y a plus de 10 ans, celles-ci sont devenues rares et accidentelles depuis 2007 déjà.

Selon les données de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC)¹, la production électrique est passée de 2 à 4 milliards de kWh (kilowattheure) au Nicaragua entre 2000 et 2014 ce qui représente un doublement de production en 14 ans. Durant la même période, cette production n'a augmenté que de 63% pour le Guatemala et de 46% pour le Costa Rica.

En comparant la production électrique du Nicaragua avec celle de la Suisse, l'écart va jusqu'à un facteur 17, puisque la Suisse a produit près de 68 milliards de kWh en 2014²! Relevons que

la population suisse n'était pourtant que de 7'996'000 habitants et celle du Nicaragua de 5'877'000 habitants en 2012³. Ce fossé est révélateur d'une logique de consumérisme effrénée que portent aujourd'hui les pays occidentaux face au difficile développement des pays du Sud.

Adopter un mode de production renouvelable

Depuis les années 2000, la part des énergies non-renouvelables a reculé au Nicaragua, particulièrement entre 2010 et 2014 (-18%). Cette diminution est compensée en grande partie par la géothermie et l'éolien (+18% sur la même période). Une politique et un cadre réglementaire incitatif à la production d'électricité d'origine renouvelable explique cette augmentation. Le Nicaragua affiche la plus forte progression de la région en ce qui concerne les ER passant de 15.5% à 45.3% entre 2000 et 2014, avec une tendance exponentielle de l'énergie éolienne allant de 0% en 2005 à 21% en 2014.

Au Guatemala, le mix énergétique (méthodes de production selon les sources d'énergie primaire) se partage entre l'énergie thermique classique (combustibles dérivés du pétrole, diesel, gaz, vapeur) et hydroélectrique.

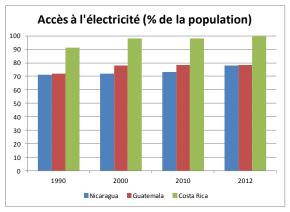
Alors que le Costa Rica avait presque produit la totalité de son énergie électrique à partir de sources d'énergies renouvelables en 2000 (essentiellement via les centrales hydroélectriques), la part de production des sources thermiques classiques n'a cessé d'augmenter depuis, pour atteindre 11% en 2014. L'énergie solaire photovoltaïque (PV) était presque inexistante cette même année.

Petit détour en Suisse : notre pays produit son énergie électrique grâce aux centrales nucléaires et hydrauliques dans un rapport de près de 40% et 60% respectivement depuis des décennies. Notons la timide apparition du PV pour 1.2% et celle de l'énergie éolienne pour... 0.1%, en 2014.

6

Une question politique

Du côté de l'accès à l'électricité, selon les dernières statistiques publiées par la Banque Mondiale, le Nicaragua était en 2012 en dernière position en Amérique centrale⁴. La desserte des populations rurales éloignées des centres de productions reste un défi important pour le gouvernement actuel. Pourtant, en mars 2017, le Ministère des Energies et des Mines (MEM) a annoncé une couverture nationale en énergie électrique de 90%⁵.



Comparatif régional de couverture électrique national

En ce qui concerne les ER au Nicaraqua, les investissements destinés à leurs développements proviennent majoritairement du secteur privé, dont l'entité *Albanisa* qui gère les fonds accordés par l'ALBA (Alianza Bolivariana para los pueblos de nuestra America). L'ENEL (Empresa Nicaragüense de Electricidad-Nicaragua), qui représente le secteur public, est un autre investisseur important. A eux deux, ils font partie des 10 plus grands acteurs du secteur électrique en Amérique centrale⁶. En parallèle, le gouvernement actuel investit dans un programme national d'électrification durable et d'énergie renouvelable (PNESER)⁷, cofinancé par le BID (Banque Interaméricaine de Développement) et d'autres organismes internationaux. Les objectifs principaux de ce programme étaient d'arriver à 94% d'ER dans le mix énergétique d'ici 2027 et de passer d'un taux d'électrification de 65% en 2009 à 87% en 2015. En ce qui concerne ce dernier objectif, celui-ci vient d'être dépassé (voir plus haut).

Le Ministère de l'énergie actuel prend part activement à la transformation du paysage énergétique du Nicaragua par la promotion des énergies renouvelables et l'investissement dans l'électrification nationale. L'évolution de ces indicateurs énergétiques ont été plus marqués depuis le retour d'un gouvernement Sandiniste au pouvoir entre 2007 jusqu'à aujourd'hui, preuve que ce gouvernement consent toujours plus d'efforts à améliorer les conditions de vie de la population, contrairement aux gouvernements libéraux qu'a connus le Nicaragua. La transition énergétique est avant tout une

question de volonté politique. Il est possible de relever ce défi aussi dans les pays du Sud. Et qui sait : peut-être mieux et plus rapidement que dans ceux du Nord ?

Pour l'ANS: Jean-Christophe Berent, Ing. Électricien.



- 1) Ismo centroamericano: Estadísticas del subsector eléctrico; CEPALC-Naciones Unidas-2000, 2005, 2010, 2014.
- 2) Statistiques suisses de l'électricité-OFEN, 2000, 2005, 2010, 2014.
- 3) World Development Indicators: Electricity production, sources, and access; http://wdi.worldbank.org/table/3.7
- 4) World Development Indicators, Access to electricity (% of population), 01.02.2017 World Bank Group.
- 5) « Cobertura eléctrica alcanza a 90% », http://www.radiolaprimerisima.com/noticias/general/218563/cobertura-electrica-alcanza-90, 8 mars 2017.
- 6) Le secteur électrique en Amérique centrale : des marchés en pleine croissance, DG Trésor-publications du service économique, Ambassade de France, déc.2016.
- 7) Programa Nacional de electrificatión sostenible y energía renovable para Nicaragua-Ministerio de Energia y Minas (MEM), mayo 2010

7

El Salvador, premier pays au monde à interdire l'extraction minière de métaux sur son territoire

A fin mars 2017, le parlement d'El Salvador a voté une loi interdisant toute extraction minière de métaux (or, argent, fer) sur son territoire.

Lina Pohl, ministre de l'environnement d'El Salvador :

Plusieurs facteurs ont été déterminants pour cette interdiction. Un mouvement populaire fort et combatif, une prise de position très ferme de l'église catholique s'y opposant et une élite économique peu intéressée car l'extraction minière est dans les mains de multinationales.

L'extraction minière est très dommageable pour l'environnement, 90% des rivières du Salvador sont contaminées et l'eau potable est en danger. Les luttes contre le projet minier d'Ocean Gold, une entreprise canadienne, ont couté la vie à quatre personnes du mouvement de protection de l'environnement qui ont été assassinées. Tout ceci a permis le vote historique de cette loi!

La loi nous permet de fermer les 15 mines encore ouvertes dans les deux prochaines années ainsi que d'empêcher l'exploitation d'anciennes mines avec des moyens dangereux, l'utilisation de dynamite et de mercure. Nous espérons évidemment que d'autres pays suivront et nous allons organiser un congrès pour partager nos expériences.

La protection de l'eau est un enjeu primordial pour notre pays, nous n'avons pas de stations d'épuration et nous devons en construire. Le prix pour le faire est ridiculement bas mais notre gouvernement n'y voit pas de priorité actuellement. Les mines ne sont pas les seuls pollueurs : l'agriculture, l'industrie et les ménages déversent leurs déchets et résidus toxiques librement dans nos cours d'eau.

Extrait d'une interview de Toni Keppeler paru dans la WoZ du 13 avril 2017.

Appui de la Brigade 2016 au Nicaragua

Les jeunes et moins jeunes de San Joaquim (Yale) ont demandé à la brigade ouvrière en été 2016 de leur fournir un équipement de base-ball pour participer aux tournois dans la région.

Orlando a pu le leur remettre en automne!



8

El Salvador : la lucha es dura

La légendaire Rebeca ex-guerrillera salvadoreña à Genève.

Lorena Peña, la légendaire Rebeca exguerillera du FMLN, actuellement viceprésidente du parlement d'El Salvador visitait en février à Genève l'organisme de l'ONU chargé de combattre la discrimination des femmes.

Elle avait promu quelques mois avant une initiative parlementaire au Salvador pour améliorer la situation des femmes accusées d'avoir avorté. En 1998 la droite, alors au gouvernement, et les églises avaient imposé la prohibition totale pour les femmes d'interrompre leur grossesse, même en cas de viols ou de risque de mort pour les femmes. Les peines vont de 2 à 8 ans. On a vu même des femmes des classes populaires condamnées à 40 ans après une fausse couche, accusées d'avoir « assassiné » leur bébé.

Les toubibs sont obligés par la loi, sous peine de 6 à 12 années de taule, de dénoncer les femmes et jeunes filles qu'ils soupçonnent d'avoir avorté clandestinement. Un député du parti de droite ARENA a lancé une initiative parlementaire pour augmenter la peine majeure à 50 ans ! Ceci dans un pays, où en 2015, presque un tiers des 83'500 femmes enceintes avaient entre 10 et 19 ans, et où, de janvier à août 2015, la police avait enregistré 2065 dénonciations pour violence sexuelle contre des mineures de moins de 18 ans!

Le mouvement de femmes se bat depuis des années pour dépénaliser l'avortement dit thérapeutique, comme premier pas vers l'autodétermi- Le FMLN et le gouvernement ont réussi tout de nation des femmes. Lorena a repris cette revendication dans son initiative parlementaire au nom du FMLN demandant la légalisation de l'avortement en cas de danger pour la vie des femmes enceintes, de violation sexuelle ou de traite de femmes. Cela après avis médical favorable et consensus de la femme concernée, pour les mineures avec l'accord des parents ou tuteurs.

Mais voilà, le FMLN n'a pas la majorité parlementaire, bien qu'il ait gagné la présidence et le gouvernement en 2009 et à nouveau en 2014 avec le président Salvador Ceren, l'exguerillero Leonel.

Lorena vient de nous faire savoir que le FMLN a réussi à éviter que l'initiative soit mise au placard par le parlement ce qui aurait impliqué une lourde défaite pour les femmes. L'espoir maintenant c'est de gagner une corrélation parlementaire plus positive lors des prochaines élections législatives de mars 2018 pour faire approuver cette loi progressiste.

Un coup d'état rampant : le blocage des finances

Ceci est une des mille difficultés qu'affrontent les forces progressistes au Salvador. Alors que Le gouvernement a besoin de financer tant les programmes sociaux que la relance d'une économie détruite par des années de régime néolibéral, nous assistons à une espèce de coup d'état rampant bloquant les initiatives du gouvernement.

Le champ de bataille étant les finances de l'Etat. Le mécanisme est simple : la droite parlementaire majoritaire sabote les ressources financières du gouvernement, en s'opposant aux emprunts, aux réformes fiscales promouvant de nouvelles ressources ou à des mesures contre la fraude fiscale. Le budget annuel se monte à 5 milliards de dollars, la fraude fiscale pratiquée surtout par le grand capital, avec en première ligne les succursales des transnationales actives dans le pays est chiffrée à 2 milliards de dollars.

même des percées importantes en faveur du peuple et d'une économie souveraine, bien que le droite domine le parlement et la justice et que les élites oligarchiques continent à dominer l'économie. Quelques exemples de réformes réalisées dans ces conditions politiques très difficiles.

9

Site web: https://ans-ge.ch Courriel: ans@ans-ge.ch Bulletin juin 2017

La production de aliments de base a augmenté fortement, rendant de plus en plus difficile l'accaparage habituel. Les semences (maintenant non-transgéniques) ne sont plus importées de la Monsanto, mais dans sa grande majorité produite dans le pays, par des coopératives paysannes, des *fincas* individuelles et des entreprises nationales et elles sont distribuées aux paysans avec l'aide d'organisations de base locales. Chaque année, sous la direction du ministère de l'agronomie, ces semences vitales sont adaptées un peu mieux au changement climatologique. Les fonds du Ministère ont augmenté fortement, l'agriculture a commencé à se redresser.

Dès 2009 et le premier gouvernement proche du FMLN, un système de pension a été introduit pour toutes les personnes âgées dans les municipalités les plus pauvres, ainsi que l'inclusion des domestiques et leurs familles à l'assurance sociale. Jusqu'à la maturité, les écoliers et les étudiants reçoivent, grâce aux fonds de l'état, un déjeuner préparé par des collectifs de mères qui ainsi reçoivent aide financière ; les uniformes scolaires et les souliers sont désormais produit par des petites entreprises ou coopératives, et non plus par les filiales des multinationales.

Dans le domaine de la santé, les avances sont énormes. Pour la première fois, la population rurale est intégrée. Les contrôles préventifs permettent hospitalisation à temps ou des soins appropriés pour les gens les plus pauvres réduisant ainsi la mortalité; même les stocks de médicaments dans les hôpitaux ont augmenté significativement à 80 % des nécessités, et ceci bien que la demande ait augmenté énormément et bien que les associations de médecins de droite essayent de s'en servir pour leurs cliniques privées.

La stratégie de la droite consiste à bloquer les ressources financières indispensables pour accuser le FMLN d'être incapable de gouverner. Pour approuver au parlement un nouvel emprunt il faut une majorité de deux tiers qu'ARENA peut bloquer. Pour des réformes fiscales, si la droite

dure ne réussit pas à les bloquer à l'assemblée législative, elle recourt simplement aux juges de la « Salle » Constitutionnelle de la Cour Suprême, qui déclarent régulièrement ces réformes comme « inconstitutionnelles ».

Cette « Salle » s'est installée comme pouvoir suprême dans le pays, au-dessus de toute séparation de pouvoirs. Elle a l'appui inconditionnel de la soit disant « communauté internationale ». En témoignent les maintes déclarations d'appui par les «ambassades importantes » pour « l'indépendance de la justice ». En 2012 le FMLN et d'autres forces parlementaires avaient « osé » recourir au Tribunal Centraméricain pour limiter l'intromission permanente de la « Salle » dans les compétences de l'assemblée législative. Des politiciens et médias USA ont aussitôt protesté contre cette « violation à l'indépendance de la justice », de même que la Haute Commissaire pour les Droits de l'Homme de l'époque, Navi Pillay. Quand en décembre 2009 et aujourd'hui président toujours plus dictatorial du Honduras) alors président du parlement hondurien a destitué les magistrats de la « Salle » Constitutionnelle de son pays après une décision qui ne lui plaisait pas, la communauté internationale n'a rien dit et La Haute Commissaire avait même présenté quelques mois plus tard le Honduras post-putsch comme « exemple à imiter ».

Face au sabotage permanent, la mobilisation populaire

Résultat de cette campagne de sabotage perma- FMI. Comme par exemple, réduire les subvennente, le gouvernement du FMLN se trouve aujourd'hui dans une situation très problématique.

On vient de surmonter in extremis une faillite liée au système de pension privatisé sous ARE-NA. Le gouvernement ne reçoit presque plus de contributions publiques pour les pensions, vu que les salariés sont intégrés obligatoirement dans les caisses privées nommées AFP, mais il est dans l'obligation de payer les pensions des personnes âgées restées par la loi en grande majorité dans le système étatique réduit. Le gouvernement a dû s'endetter pour payer ces pensions publiques et aussi d'ailleurs assurer certaines pensions du système privé APP, car après 7 ans de pensions ... 'est le gouvernement qui doit s'en charger.

Il y quelques jours donc, le gouvernement a réussi à financer la dette de \$ 50 millions aux AFP et ceci uniquement en réduisant ses dépenses vu le blocage de nouvelles finances. Cette fois, nous a fait savoir Lorena Peña, cela s'est fait sans réduire les programmes sociaux ou de sécurité - la lutte contre la violence organisée de structures criminelles de type « maras ». Ceci grâce aux réserves de plusieurs ministères qui ne peuvent pas réaliser leurs projets à cause du sabatoge. Heureusement, le Front a réussi à faire approuver au parlement la restructuration de la «dette » aux AFP à plus long terme, évitant ainsi que dans quelques mois on se retrouve dans la même situation de faillite. Mais voilà, la « Salle » Constitutionnelle va répéter probablement sa pratique de « suspendre » cette réforme juste à une date dans un futur incertain.

L'idée de la droite impériale, fortifiée par les évènements en Brésil, Argentine, maintenant la tentative de raser le gouvernement chaviste en Venezuela, passant sous silence la victoire de la gauche en Equateur, consiste à obliger le gouvernement du FMLN à prendre des mesures antipopulaires, en syntonie avec les recettes du

tions à l'eau pour le peuple, pas seulement pour les classes aisées.

Le FMLN lutte contre la désinformation quotidienne de tous les grands médias avec des mobilisations de rue, avec les campagnes plus ou moins permanentes d'explication de casa a ca-

Vu que les prochaines élections se dérouleront dans une grande zone d'ambiguïté ordonnée par la « Salle » Constitutionnelle (changements au système électoral issu des accords de paix et majorité de droite au Tribunal Electoral), il est urgent d'intensifier encore plus un lien permanent avec les secteurs populaires.

En tant que mouvement de solidarité internationaliste, on essaie de soutenir avec une mission d'observation pour les élections de mars 2018 et avec des fonds solidaires pour accompagner les mobilisations populaires.

Dieter Drüssel

ZAS Secrétariat Amérique Centrale Zürich

Site web: https://ans-ge.ch Courriel: ans@ans-ge.ch Bulletin juin 2017



L'ANS et l'ONG ODESAR mènent actuellement un projet de développement des capacités productives et écologiques des 440 familles de 15 communautés à la Dalia/Nicaragua pour un budget global de 275'000 CHF.

Notre appel aux dons d'octobre 2016 nous a permis de récolter près de 6000 CHF, un grand MERCI à tous ceux qui nous ont soutenu!

Si vous souhaitez appuyer ce projet et nous aider à récolter les 15'000 CHF d'objetcif d'auto-financement, vous pouvez le faire par un virement au :

CCP 12-15578-6 - Mention: Projet La Dalia

L'envoi de ce bulletin se fait par courrier postal. Nous souhaitons pour la suite pouvoir l'envoyer par mail à ceux qui sont intéressés de le recevoir sous forme électronique. Pour cela nous vous prions de transmettre votre adresse email à ans@ans-ge.ch.

12